

De la modernisation écologique à la résilience : un réformisme de plus?

Florence Rudolf

La résilience en action dans les territoires urbains

Volume 13, numéro 3, décembre 2013

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1026858ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal
Éditions en environnement VertigO

ISSN

1492-8442 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Rudolf, F. (2013). De la modernisation écologique à la résilience : un réformisme de plus?. *[VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement*, 13, (3),

Résumé de l'article

La modernisation écologique, inventée dans les années 80 comme une réponse à la crise écologique, peut-elle être considérée comme un programme précurseur de la résilience? Si l'on considère qu'il s'agit d'une stratégie d'adaptation de nos modes de vie à des défis environnementaux, avant que le concept d'adaptation ne fasse florès, la proposition se tient. Selon cette perspective, nous proposons d'observer et d'étudier la modernisation écologique à l'oeuvre, c'est-à-dire dans les pays d'Europe du Nord où elle a été réellement pensée et expérimentée. La modernisation écologique s'est construite autour du pari de l'alliance entre écologie et économie. Elle a principalement misé sur des innovations scientifiques et techniques pour faire face à la crise et en venir à bout. Ce programme, dont on peut dire qu'il a été en partie accompli, montre cependant des limites, dont des sous-estimations quant aux effets non intentionnels de certaines des solutions avancées à l'époque. Nous pensons à l'effet rebond par exemple. Si ce dernier, actuellement bien documenté, permet de s'interroger sur des pratiques d'optimisation de systèmes à bout de souffle et en bout de course, il permet la formulation de critiques plus substantielles à l'égard du programme de la modernisation écologique, dont celle d'avoir entretenu l'illusion d'un consensus sur la crise écologique et sur notre époque. Illusion qui n'a pas permis de s'engager activement dans un changement de paradigme. Ces interrogations se reportent sur le concept de résilience. L'engouement pour ce dernier ne risque-t-il pas d'entretenir une nouvelle vague d'illusion quant à la capacité de réforme de notre système économique et social? Les réflexions auxquels se livrent nos confrères allemands en histoire et en sociologie de l'environnement peuvent valoir sinon d'alerte, en tout cas de mise en garde par rapport à des innovations qui n'en portent que le nom. La résilience annonce-t-elle réellement un programme de substitution ou fait-elle illusion à son tour? C'est ce dont nous discuterons une fois la dynamique de modernisation écologique précisée.

Florence Rudolf

De la modernisation écologique à la résilience : un réformisme de plus?

Introduction

- 1 Depuis les années 80, les diagnostics sociologiques érigent la catégorie du risque en caractéristique principale des sociétés contemporaines. Le risque est véhiculé en empruntant différentes images. Qu'il s'agisse de la référence au « camion fou » (Giddens, 1994), au boomerang (Beck, 1986) ou à des sociétés qui s'auto-menacent (Luhmann, 1992; 1997), la cause est entendue. Les risques auxquelles la société moderne s'apprête à devoir faire face sont des aléas partiellement engendrés par elle. Conformément à cette interprétation, les travaux des chercheurs se centrent sur l'identification des effets de capture¹ qui conduisent à des accidents du type de l'explosion d'un réacteur nucléaire (Tchernobyl, 1986) ou d'une installation chimique (Sandoz, 1986). Par delà leur spécificité et originalité, les auteurs mentionnés précédemment rapportent ces catastrophes à un déficit de réflexivité. Ce dernier est assimilé à un inaboutissement de la démocratie par Ulrich Beck, à la généralisation des systèmes experts par Anthony Giddens – leur diffusion étant articulée à des processus de délocalisation et à une certaine manière de coupler l'espace et le temps -, voire à un processus de réduction de la complexité inhérente au maintien et à la survie d'un système, qu'il s'agisse d'un système psychique ou d'un système social, par Niklas Luhmann.
- 2 À peu près à la même époque Jean-Louis Fabiani et Jacques Theys publient un ouvrage qui, outre de faire état des nouveaux risques qui caractérisent notre modernité tardive, insiste sur la distinction entre risque, vulnérabilité et résilience dans l'introduction rédigée par Jacques Theys (Theys, 1987). Si cette différenciation, qui implique différentes postures pratiques à l'égard des menaces écologiques, ne retient guère l'attention de la communauté scientifique à l'époque, plusieurs décennies plus tard, la notion de résilience enregistre un succès croissant, au point de détrôner celle de risque longtemps hégémonique, dans le cadre des politiques publiques d'adaptation aux changements climatiques notamment (Rudolf, Di Nardo, 2014). Désignant initialement la capacité à revenir à un état antérieur, le concept de résilience s'est considérablement enrichi en circulant dans d'autres contextes que celui dont il est originaire². La résilience renvoie désormais à des aptitudes multiples comme la capacité à apprendre des traumatismes, à se préparer à des chocs éventuels, à faire face à des crises, à se reconstruire ces dernières passées, voire à se réformer profondément. Ces aménagements du concept montrent qu'il s'écarte beaucoup de l'aptitude d'un matériau à retrouver son état initial après un choc pour s'orienter vers l'idée d'adaptation. Plutôt que de se concentrer sur les effets de capture engendrés par un mode de développement, la résilience suggère davantage de jouer sur tout ce qui est susceptible de réduire les vulnérabilités aux aléas. On assiste, avec l'entrée en scène de la résilience, à un glissement sémantique en matière de politique de management des risques. Actant de ce déplacement sémantique, le présent article questionne les arrière-plans de cette évolution du point de vue des préoccupations environnementales et des politiques publiques qui les accompagnent. L'article revient à ce propos sur les débats qui ont animé la modernisation écologique depuis les années 1980 comme préalable à une réflexion sur les discours incitatifs en faveur de la résilience auprès des différents acteurs susceptibles d'être concernés et motivés par les menaces écologiques.
- 3 Pourquoi la modernisation écologique? Parce qu'elle s'impose comme une traduction et non des moindres des programmes de recherche consacrés aux diagnostics de la modernité avancée. La réactivité des équipes de recherche par rapport à des sollicitations pratiques dépend des ancrages épistémologiques propres à chacune. À cet égard, les disciples de Beck et de Giddens disposent sans doute de davantage de ressources pour des transpositions concrètes dans leur bagage théorique que les adeptes de Luhmann. Les thèses du déficit de démocratisation et de la confiscation du pouvoir social par les systèmes experts dessinent des

pistes explicites pour la pratique, tandis que la thèse de Luhmann, selon laquelle les systèmes sont toujours moins complexes que leur environnement et par conséquent faillibles, est moins aisée à décliner. Elle peut même passer pour dissuasive³. Sans discuter plus longuement du potentiel pratique de ces théories sociologiques, le rapprochement entre théories et agendas politiques a profité par des rétroactions itératives à la naissance d'un projet, désigné de modernisation écologique, qui tient autant de la science que de l'art de gouverner (Gendron, Vaillancourt, 2007). Aux travaux sociologiques qui mettaient en scène une modernité à l'épreuve du développement viennent s'ajouter des programmes de modernisation, dont celui de la modernisation écologique. Cette émergence est très intéressante à plus d'un titre. Elle témoigne du potentiel innovateur des scènes hybrides et d'une inflexion de l'écologie politique en faveur d'un rapprochement entre économie et écologie, d'une part et entre science et technologie et écologie, d'autre part. Elle réhabilite la notion de progrès et de développement, sous couvert de nouvelles sémantiques comme le développement durable, et se distancie explicitement des approches inspirées du marxisme et de la théorie critique notamment. À cet égard, la modernisation écologique est ambivalente puisqu'elle tend à relativiser la thèse selon laquelle le développement est contre-productif du point de vue des risques qu'il induit et renoue avec un certain optimisme propre à la première modernité. À ce titre, elle travaille à une inflexion de l'esprit de la société du risque qui, selon notre hypothèse principale, se confirme dans les programmes inspirés de la notion de résilience. Encore convient-il d'en rendre compte précisément. Une rétrospective consacrée à la modernisation écologique permettra de valider la première proposition selon laquelle ce programme infléchit l'esprit de la société du risque. Cette tâche sera effectuée à partir des conclusions d'un séminaire qui s'est tenu à Freiburg en Brisgau, à l'initiative d'historiens et de sociologues de l'environnement, du 28 février au 1^{er} mars 2013. Les conférences et discussions qui ont marqué ce moment, croisées avec d'autres résultats de première et de deuxième main, permettent de récapituler bien des discussions que cette notion hybride a alimentées. Cet effort de rétrospective servira dans un deuxième temps à un essai de prospective sur la résilience et les programmes qui s'en inspirent.

La naissance d'un programme en réponse à la société du risque

- 4 Nous disposons aujourd'hui d'un programme d'action de grande ampleur et inscrit sur la durée qui présente l'intérêt d'être né en réponse aux diagnostics alarmés de la modernité avancée. C'est ce programme d'action que nous nous proposons d'étudier en guise d'illustration de ce qu'on peut attendre ou non d'un programme de résilience. Ce retour d'expérience devrait, en bref, nous permettre d'aiguiser notre vigilance.

Deux grands principes structurants

- 5 De l'ensemble des contributions mobilisées⁴, on retient que la modernisation écologique est une réponse pragmatique, inventée pour dépasser un différend qui, s'il avait perduré, était voué à l'enlisement. Mais de quel différend s'agit-il? De l'opposition entre économie et écologie, dont s'est nourri le mouvement écologiste dans les années 70, lors de son affranchissement du romantisme et du rapprochement avec les « forces de gauche ». L'historien Jens Ivo Engels, actuellement professeur des universités à Darmstadt, a bien montré comment d'une idéologie plutôt conservatrice l'écologisme est devenu une force progressiste en Allemagne, c'est-à-dire porteuse de transformation et d'avenir plutôt que passéiste (2005, 2006). L'ancrage dans la gauche révolutionnaire et l'adoption d'une posture critique par rapport au capitalisme et à l'économie de marché ont contribué à construire l'opposition entre économie et écologie. Cette posture a alimenté des réflexions critiques de la modernité par l'entremise de l'écologie sans pour autant céder à des tentations conservatrices. La production d'un discours alternatif à la critique radicale de la société de marché s'est imposée à mesure que les classes moyennes se sentaient de plus en plus concernées par la crise écologique sans pouvoir se rallier à la critique écologiste du capitalisme. À cet égard, l'invention de la modernisation écologique correspond à une tentative de dénouement de cet antagonisme. Buttel rappelle, par exemple, que la modernisation écologique a été étroitement associée à l'aile réaliste des

partis écologistes nord européens, s'opposant ainsi à l'aile fondamentaliste qui n'accepte pas d'associer les rationalités écologiques et économiques (Buttel, 2000 : 7). La tentative est d'autant plus aboutie qu'elle permet, selon Maarten Hajer (1996 : 248), de dépasser le codage dominant de l'époque à l'égard des problèmes écologiques de manière innovante. À l'opposition, dénonciation globale du système de production versus traitement des pollutions en bout de chaîne (à la sortie des boîtes noires), la modernisation écologique substitue une reprogrammation de fond en comble du système. Cette proposition n'a rien à voir avec l'abolition du système capitaliste, mais plutôt à une nouvelle révolution de ce dernier. À ce titre, la modernisation écologique poursuit la trajectoire du système capitalisme dont une des forces et non des moindres est son incroyable aptitude à se révolutionner. Cette étonnante réactivité⁵ tient selon les protagonistes de la modernisation écologique, à l'intégration de la dimension écologique dans tous les programmes moteurs du système, à savoir l'économie, la science et la technologie.

6 L'intégration de l'écologie dans tous les systèmes de la société mérite bien un détour par les travaux de Luc Boltanski et Laurent Thévenot sur l'accommodement entre différentes cités (1991). Dans *De la Justification*, ces derniers étudient très précisément comment différentes cités parviennent ou non à s'ajuster quand bien même elles se distinguent par les grandeurs qui les fondent. Ainsi, si la cité marchande fait souvent bon ménage avec la cité industrielle par exemple, qu'en est-il de l'économie et de l'écologie? Contrairement à l'ajustement entre deux cités, l'alliance entre la cité marchande et l'écologie devra composer à partir d'une asymétrie entre une cité bien établie et une grandeur qui se cherche encore (Lafaye et Thévenot, 1993; Latour, 1995; Mermet, 2007). Dans quelle mesure cette asymétrie est-elle fâcheuse? Formulée de manière abstraite, la discussion risque fort de s'enliser dans ce que Michel Callon a qualifié de controverses stériles⁶, parce qu'indécidables. Autant s'adonner à des controverses fécondes, configurées par des problèmes tangibles (Callon et al., 2001; Rudolf, 2010), et s'engager dans la mise à l'épreuve de ce nouveau défi. Ce faisant, c'est-à-dire en avançant des propositions ponctuelles - envisagées et acceptées par des acteurs impliqués dans des situations concrètes -, bien des conflits et des antagonismes qui semblaient indépassables trouvent des solutions. C'est en tout cas ce que semblent préconiser les protagonistes de la modernisation écologique - s'exerçant par là même aux pratiques de relocalisation, dont Giddens s'est fait le promoteur (Giddens, 1994) -, et réalisant une opération dite d'une pierre deux coups. Les principaux atouts de l'adoption d'une telle posture résident dans l'aptitude à impulser le changement à partir de situations existantes - une constitution libérale et une économie de marché en l'occurrence -, et à œuvrer à des compromis entre Écologistes, Sociaux-démocrates et Libéraux (Gendron, 2007). Les démarches qui s'en inspirent se rallient au postulat que l'économie et l'écologie peuvent faire bon ménage.

7 Deux grands thèmes confèrent, par conséquent, son assise au programme de la modernisation écologique mais aussi ses limites. Il s'agit de la réconciliation entre l'économie et l'écologie, d'une part et de la redéfinition de la politique, d'autre part. Cette dernière étant annoncée par l'engouement pour le pragmatisme et de nouvelles formes de gouvernance, notion qui signale une manière renouvelée de conduire les affaires humaines et non humaines. Quant aux limites, ces dernières gagnent en consistance à partir d'observations du système global planétaire dans son fonctionnement effectif d'une part, c'est-à-dire à partir de retours d'expérience sur la durée, ainsi qu'à partir d'observations sur les tiers exclus du modèle d'autre part.

« Faire rimer l'écologie avec l'économie »

8 L'alliance entre économie et écologie pour remettre la modernité avancée sur de nouveaux rails dessine un programme qui va progressivement rencontrer l'adhésion de nombreux publics. La présence d'Arthur P.J. Mol, professeur des universités à Wageningen et figure centrale pour ne pas dire fondatrice de cette « école » (Spaargaren et Mol, 1992; Mol et Spaargaren, 1993), en ouverture du séminaire de Freiburg en Brisgau a permis de rappeler les conditions d'émergence du « concept » de modernisation écologique et la dynamique qu'elle a connue au gré des retours d'expérience, issus des différents contextes où elle a pris corps. Pour le contexte, Mol a repris l'argument selon lequel la poussée inéluctable d'une

forme de rationalité inédite - qualifiée de rationalité écologique - exerçait une contrainte de plus en plus pressante sur les différents systèmes de la société. La cécité du système de la société à l'encontre de cette dynamique l'exposait à s'enfermer dans une impasse redoutable voire à un effondrement certain. C'est en réponse à cette éventualité que la modernisation écologique, qu'il convient de penser comme un modèle tant théorique que pragmatique, aurait progressivement pris corps. Mol établit deux ensembles de distinction à garder en mémoire. Il faut d'abord différencier les promoteurs d'un véritable programme de modernisation écologique, des sociologues de l'environnement intéressés par la construction d'un courant de pensée. « *Authors like Udo Simonis (1989), Albert Weale (1992) and Mikael Skou Andersen (1994) have each made significant contributions to the definition and promotion of a political programme of ecological modernization as the new agenda for western European environmental politics. Environmental sociologists, on the other hand, have constructed a social theory labelled 'ecological modernization' (cf. Huber, 1982; Spaargaren et Mol, 1992; Wehling, 1992; Jänicke et al., 1993; Hajer, 1993; Mol, 1995). Starting from an analysis of changing social practices in production and consumption, environmental politics and environmental discourses, the latter have constructed a theoretical approach to generate a sociological understanding of transformations in contemporary industrial societies in dealing with environmental problems* » (Mol, 1997: 140).

9 Forts de cette analyse, les protagonistes de la modernisation écologique de l'époque ont privilégié l'entrée par les principaux piliers de la modernité, à savoir l'économie, la science et la technique, et dans une moindre mesure la démocratie. Cette dernière étant indirectement concernée par les réflexions sur les nouvelles formes de gouvernance intégrées au modèle de la modernisation écologique. Si cette traduction des défis écologiques est somme toute cohérente avec le paradigme systémique, elle conforte, soit dit en passant, le parti pris conservateur du modèle. Ce dernier revient, en effet, à œuvrer à une sauvegarde du système de la société, soit à défendre le système capitaliste pour certains de ses détracteurs. Les travaux de Mol et Spaargaren et de la plupart des promoteurs de la modernisation écologique accordent effectivement une place prépondérante à la sphère économique et aux innovations technologiques et scientifiques, enregistrées sous l'impulsion des choix politiques, mais surtout des développements industriels. « *The theory explicitly describes environmental improvements as being economically feasible; indeed entrepreneurial agents and economic/market dynamics are seen as playing leading roles in bringing about needed ecological changes* » (Ficher et Freudenburg, 2001: 702). Ces partis pris ne sont pas isolés : ils sont relayés par de multiples voix et de sensibilités politiques distinctes (cf. une synthèse des travaux de Joseph Huber à paraître en français in Charles et al., 2014).

10 En marge des critiques marxistes ou néo-marxistes qui dénoncent la compromission du modèle avec le système capitaliste, on peut relayer l'analyse culturaliste proposée par Maarten Hajer, un observateur fidèle et avisé des travaux de cette école. Ce dernier note qu'en accordant la priorité aux nouveaux modes de gouvernance, à l'économie, à la technique et à la science, les protagonistes de la modernisation écologique ont sous-estimé la part anthropologique et culturelle de la crise écologique. « *Ecological modernisation has not happened because of sheer idealism on the part of the initiating actors, nor because of the strict rules set by the respective public authorities. It is the consequence, I would argue, of the socio-cognitive dynamics of the discourse-coalition that shaped up around eco-modernist storylines. The discursive power of ecological modernization manifests itself in the degree to which its implicit future scenarios permeate through society and actors reconceptualise their interests and recognize new opportunities and trouble spots* », (Hajer, 1995: 261, cité par Smith et Kern, 2007 : 4). L'ancienneté de la crise écologique, sa propension à resurgir à différentes époques, en différents lieux et sous diverses expressions, son incroyable polysémie, en bref, témoigne bien de ce que la crise écologique est un révélateur civilisationnel et culturel puissant. Elle rend compte à différentes époques et de manière spécifique des impasses de la constitution des sociétés, que l'on peut également qualifier d'impasses du développement. Il est particulièrement recommandé, à cet égard, d'apprendre à décoder ces manifestations. Or,

une des faiblesses de la modernisation écologique tient à son indifférence à l'égard de cette dimension anthropologique de la crise écologique.

- 11 Cette précision conforte, mais à partir d'autres arguments, que la modernisation écologique ne cultive pas la distance à l'égard d'un système, au service duquel elle se met. Elle correspond bien à ce titre à une stratégie inventée pour préserver ce dernier de son effondrement. Le succès de cette stratégie passe par l'invention de sémantiques auxquelles tout le monde peut s'identifier, bien que selon des traductions fort différentes, voire divergentes (Hajer, 1996: 262). Le succès de la démarche est suspendu à l'illusion de faire consensus autour d'expressions qui mettent en scène le collectif et le commun.
- 12 Cette rétrospective porte donc à penser que les protagonistes de la modernisation écologique, que ce soit par la voix de leurs écrits anciens ou par leurs publications récentes, n'ont pas bougé et qu'ils partagent toujours la même conviction quant à l'alliance fondamentale entre économie et écologie pour surmonter la crise écologique. Si le programme dans son ensemble n'a pas pris de rides et demeure incitatif au-delà des pays et pionniers (Pays de l'Europe du Nord, en particulier les Pays-Bas et l'Allemagne) qui l'ont expérimenté, les retours d'expérience font état de disparités intéressantes. Ils rappellent que si le modèle de la modernisation écologique demeure attractif, ses traductions ne sont pas toujours aussi convaincantes.
- 13 Pour rendre compte des effets de seuil susceptibles d'affaiblir l'efficacité et la réception sociale du modèle, on pourra commencer par évoquer l'article de Gouldson et Murphy (1997). Ce dernier, qui récapitule les promesses portées par l'alliance entre économie et écologie, sans omettre de souligner certaines de ses limites, établit un état des lieux assez fidèle des critiques qui reviennent de manière récurrente dans les écrits consacrés à la modernisation écologique. En témoigne, par exemple, les analyses de David Harvey sur la manière dont les discours sur la modernisation jouent en faveur des entrepreneurs capitalistes. « *The only serious question is how best to manage the environment for capital accumulation, economic efficiency, and growth* » (Harvey, 1999: 162-163).
- 14 Afin de saisir toute la portée de ce recensement, il convient de traduire les arguments avancés par l'école de la modernisation écologique dans d'autres registres de signification, selon d'autres cités par exemple, pour comprendre comment ce programme a pu séduire et continuer à gagner des publics distincts. Dans le langage de la cité industrielle, on peut traduire le raisonnement qui sous-tend la nouvelle alliance entre écologie et économie par la recherche d'efficacité. L'internalisation des coûts environnementaux dans la conception des activités profite au développement économique et technologique, soit à la recherche d'efficacité. « *Rather than seeing environmental protection as a brake on growth, ecological modernisation promotes the application of stringent environmental policy as a positive influence on economic efficiency and technological innovation. Similarly, rather than perceiving economic development to be the source of environmental decline, ecological modernisation seeks to harness the force of entrepreneurship for environmental gain. Thus, ecological modernisation suggests that economic and environmental goals can be integrated within the framework of an advanced industrial economy* », (Gouldson et Murphy, 1997: 74). La recherche d'efficacité demeure de nos jours l'argument principal sur lequel la modernisation écologique avance son projet de réforme des sociétés industrielles avancées (Huber, 2014).
- 15 Selon cette logique, la prise en compte de l'environnement dans le processus de modernisation équivaut à un passage obligé : il s'agit d'une épreuve dont les sociétés industrielles avancées ne peuvent se dispenser. Ce raisonnement séduisant, selon lequel une économie « évoluée » se doit d'investir davantage dans le travail et dans les services que dans la dégradation ou l'épuisement des ressources naturelles, connaît cependant une limite à mesure qu'il suit un processus de naturalisation. Cette évolution est attestée par le postulat selon lequel il existerait une alliance quasi naturelle entre économie et écologie⁷. L'expression d'effets gratuits (*gratis effects*), avancée par Martin Jänicke et al. (1989) à propos d'une économie qui se renouvelle par ses infrastructures, soit par des investissements dans de nouveaux processus de production et des secteurs de pointe, en est une illustration⁸. La pertinence de ces analyses, qui reposent sur certaines trajectoires exemplaires, est suspendue cependant aux

types d'investissements réalisés. Des retours d'expérience de la modernisation écologique, dont on dispose actuellement, il est désormais avéré que l'effet d'entraînement vertueux ne vaut que pour certaines régions. « *But this general trend towards technological and sectorial change in industrial economies is not uniform across countries* », (Gouldson et Murphy, 1997: 76).

- 16 Certains pays n'ont pas enregistré les améliorations attendues tandis que d'autres ont même vu l'état de leur environnement se détériorer. Ces retours d'expérience attestent qu'il n'y a pas de relation de cause à effet simple entre la transformation macro-économique de secteurs industriels polluants vers des secteurs moins polluants et l'état de l'environnement. Comme le remarquait un participant du séminaire qui s'est tenu à Fribourg en Brisgau en 2013, comment qualifier une politique qui valorise l'éducation en payant mieux ses professeurs et en créant des postes si ces derniers adoptent un mode de vie lourd en carbone? Cette question conduit à s'interroger sur les prix des produits et services – notamment du prix du billet d'avion par rapport à celui du chemin de fer par exemple - dans une société de ce type. Ce type de questionnement illustre partiellement les problèmes d'interdépendance auxquels la modernisation écologique est constamment confrontée.
- 17 Le couplage vertueux entre développement économique et amélioration de l'état de l'environnement n'est pas toujours au rendez-vous, que ce soit en raison d'« effets rebond » ou de la délocalisation d'activités polluantes. Dans le cas des « effets rebond », la dégradation de l'environnement peut être associée à la relance de la consommation consécutivement à une conjoncture économique plus favorable : les gains technologiques, apportés par des innovations dans la conception des produits, sont neutralisés par l'essor de la demande sociale. L'accroissement du parc automobile ou du nombre de voyages en avion dans des pays qui connaissent un décollage de leur économie en est une illustration parmi d'autres. *A contrario*, des améliorations enregistrées dans certaines régions peuvent être liées à des transferts de production moins performants vers d'autres pays. Ces observations attirent l'attention sur l'importance de procéder à une comptabilité globale avant de juger des résultats de la modernisation écologique. Dans une économie globalisée, les progrès enregistrés par les uns ne peuvent être découplés des résultats des autres. Il convient de vérifier, en d'autres mots, que les gains enregistrés sur certains sites ne correspondent pas à un accroissement des inégalités sociales et écologiques ailleurs. Ces résultats invitent *a minima* à la prudence et une des questions qui en résulte est à quelles conditions le raisonnement de la modernisation écologique peut-il être généralisé?
- 18 Ces mises en garde rappellent que la modernisation écologique est d'inspiration libérale. À ce titre, elle n'aspire pas à l'effondrement du capitalisme et ne cherche pas *a fortiori* à enterrer l'économie de marché : elle demeure tributaire, enfin, d'organisations politiques. Les objections au modèle de la modernisation écologique entrent en résonance avec les critiques formulées par les courants marxistes et néo-marxistes, selon lesquelles l'écologie joue le rôle de la mouche du coche du capitalisme sans profiter à des progrès sociaux. L'écologie - en particulier lorsqu'elle est associée à la performance économique et technologique sans contrepartie sociale et politique - ne constitue pas, pour ces derniers, une variable suffisante du progrès sociétal. Dans ses associations avec le progrès technologique, elle risque davantage de profiter à l'accroissement du capital.
- 19 On peut pour compléter cette lecture, évoquer la communication de Timmo Krüger, orateur figurant au programme du séminaire de Fribourg en Brisgau⁹. Selon la thèse principale de cet auteur, la modernisation écologique est parvenue à neutraliser la critique sociale écologique des années 1970 qui avait réussi à déstabiliser certains des postulats de la modernité : l'exploitation de la nature, le mythe du progrès et la croissance économique. Le discours écologique moderne, incarné par la modernisation écologique, permet d'inverser la critique en rendant la sortie de crise dépendante de la relance de l'économie par l'essor de la science et des technologies pour une meilleure exploitation de la nature. Ce tour de force est attesté par le caractère hétérogène des forces sociales qu'il a ralliées.
- 20 Cette analyse, associée aux différentes prises de distance à l'égard de la modernisation écologique déjà évoquées, relativise les objections des protagonistes de la modernisation

écologique (à commencer par Arthur Mol dans ce même séminaire) selon lesquelles les limites de leur modèle tiennent à son caractère incrémental. Selon cet argument, la modernisation écologique n'est pas en mesure de révolutionner le monde comme d'autres discours aiment à cultiver cette idée. Elle procède petit à petit au gré des opportunités qu'elle rencontre. La mise en avant du caractère pragmatique et pacifique de la modernisation écologique qui, contrairement aux appels aux grands renversements et chambardements, procède d'une transformation continue¹⁰, constitue l'argument sans doute le plus percutant des discours tenus sur ce programme. La perspective d'une révolution tranquille, chemin faisant et petit à petit, a de quoi rassurer par rapport aux visions apocalyptiques associées aux révolutions et à un effondrement du système. Elle alimente une éthique tout à fait cohérente avec son attrait pour les nouvelles formes de gouvernance, selon lesquelles les décisions sont diluées au sein de configurations d'acteurs multipolaires.

Adopter une méthode pragmatique

- 21 Cette conception de la transformation sociale procède de l'hybridation entre le paradigme du guichet auquel on s'adresse¹¹, incarné par les pouvoirs publics, et celui de la main invisible, dont le marché demeure le principal représentant. Cette modélisation n'exclut pas l'intervention de porteurs de l'« intérêt général » ou du « bien commun », mais selon une approche systémique, c'est-à-dire à la manière d'informations dans l'environnement d'un système complexe. La figure du chef d'orchestre demeure, mais de manière symbolique. Son *agentivité* proprement dite est suspendue à des relais qui lui assurent une consistance. Ces derniers sont étayés à leur tour par des partenaires qui jouent ou non, selon une logique systémique, le rôle de caisse de résonance de la puissance publique. Le succès de la transformation sociale est tributaire, par conséquent, de la compétence des acteurs ainsi que de leur aptitude à se saisir d'opportunités pour faire avancer des dossiers. Ces dynamiques ont lieu à différentes échelles et définissent de la sorte des territoires plus ou moins engagés dans la modernisation écologique.
- 22 Ces résultats sont attestés par des études micro-économiques qui ont mis en évidence le poids des différents facteurs sur la capacité des organisations à entrer dans des logiques de progrès¹². « *Research has shown that a 'hands-on' regulatory style has particular benefits. By this is meant the use of expert regulators interacting with regulated companies in a flexible, intense and cooperative way. The hands-on approach to the implementation of regulation helps companies to overcome the barriers to innovation by transferring formal knowledge and tacit understanding about the various options for environmental improvement* », (Gouldson et Murphy, 1997: 82). Cette conclusion est congruente également avec les premiers retours d'entretiens, effectués auprès de partenaires des Plans climat énergie territoriaux d'Alsace, dans le cadre de l'ANR SECIF¹³. Tous ces travaux confortent l'idée que la modernisation écologique procède davantage d'une logique de projet que d'un processus de planification. Les principaux freins à cette progression vertueuse sont multiples. Ils tiennent aux configurations existantes, aux cultures institutionnelles et d'organisations et aux compétences des acteurs.
- 23 Ainsi des innovations qui ne bouleversent pas les rapports sociaux et les manières de faire ont-elles davantage de chance de prendre que des propositions qui supposent des réorganisations de fond en comble des logiques institutionnelles. Il en va des incitations à substituer de nouveaux processus de production et d'organisation à des logiques de flux ou de retraitement des déchets, par exemple. Toute incitation à la transposition de nouvelles manières de penser, de faire et d'agir rencontre davantage de freins que des innovations qui n'impliquent pas la transformation des cadres paradigmatiques et demeurent par conséquent, ancrées dans une culture établie. Ce constat doit être cependant relativisé par l'observation qu'un dossier même infructueux peut contribuer à faire bouger les cadres de l'action. Toute nouvelle tentative sert au moins deux objectifs : obtenir gain de cause sur un dossier, sur ses contenus, et infléchir les cultures dominantes qui s'opposent à de nouvelles politiques (Hajer, 2003).
- 24 Dans son acception la plus sophistiquée, la modernisation écologique aspire, en guise de récapitulatif, à une mutation culturelle. Le potentiel de cette démarche repose sur la croyance que tous les efforts cumulés finiront par former un style ou une culture susceptibles de dépasser

les actes ponctuels par lesquels ils ont débuté. Son succès tient à sa déclinaison par différents acteurs, convaincus de la démarche et capables d'en entraîner d'autres pour faire advenir des synergies entre économie et écologie à différentes échelles et participer de la sorte à la création de « bonnes pratiques » susceptibles de relayer cette nouvelle idéologie. Soit, mais dans ce cas, il faut ouvrir la boîte noire de l'idéologie. Pour quelles finalités la modernisation écologique roule-t-elle? S'agit-il de se contenter de réaménagements sans toucher au cadre dominant ou de la substitution lente d'un modèle de société à un autre? La discussion engagée à Fribourg en Brisgau en février 2013 autour de la rétrospective consacrée à la modernisation écologique a permis de clarifier un peu les enjeux de ce questionnement.

Essai de prospective à partir d'une rétrospective : De quelle mutation culturelle la modernisation écologique est-elle annonciatrice?

25 Les doutes et les inquiétudes à l'encontre de la modernisation écologique n'ont pas attendu que ce programme ait atteint un âge de maturité pour s'exprimer. Leur réception, en revanche, a été entravée par les succès économiques enregistrés par les pays qui ont investi dans ces politiques. L'enlisement durable dans une économie duale et dans la crise économique des pays et régions du « centre » offre un contexte favorable au recyclage de ces critiques. Une nouvelle fenêtre d'opportunité s'ouvre aux critiques de ce programme. Cette ouverture est renforcée par l'engouement actuel pour le concept de résilience.

« Substituer des parties sans toucher au cadre! »

26 Selon les sceptiques les plus convaincus, présents à Fribourg en Brisgau en février 2013, la modernisation écologique ne révolutionne rien : elle ne touche pas aux rapports de production ni à un mode de production. Il n'est ni question d'abandon du salariat par le développement des coopératives et de la cogestion et encore moins d'abolition de la propriété privée. Elle se limite au mieux à une réforme en profondeur des manières de mettre au travail les hommes et les ressources naturelles. Reste à s'interroger sur l'intérêt de cette recherche d'efficacité si c'est pour le compte de l'accroissement des disparités sociales et économiques. Selon une intervenante de cette journée, la recherche d'efficacité s'inscrit parfaitement dans l'idéologie du progrès et de la croissance. *« L'Inde n'aime pas du tout l'idée de la réduction des gaz à effet de serre. En revanche, elle apprécie beaucoup le programme de renforcement de l'efficacité. Et pourquoi, selon vous? Parce que la modernisation écologique n'est pas incompatible avec la croyance dans la croissance et le progrès. Pour les pays nouvellement industrialisés, la modernisation écologique c'est la promesse de la puissance »*¹⁴. Les arguments en faveur d'investissements en amont - soit dans la conception des produits et des processus de production et dans le management -, n'ouvrent pas la voie à un nouveau paradigme. Il s'agit d'un programme tout à fait compatible avec l'économie de marché. L'adoption de cette stratégie dite gagnante ne vaut, par conséquent, que pour une minorité et elle est limitée dans le temps. Les progrès substantiels, auxquels œuvre la modernisation écologique, se heurteront inévitablement à des seuils et des effets de plafond. Ils ne servent qu'à l'entretien d'une illusion, celle du changement dans la continuité. Cette illusion est parfaitement illustrée, selon Frank Adler¹⁵, par la saucisse de tofu que l'on peut désormais consommer au restaurant universitaire. Cette dernière est la copie insipide de la traditionnelle *Bratwurst* ou saucisse grillée à laquelle une certaine génération d'Allemands associe des souvenirs d'enfance. La saucisse de soja illustre parfaitement le projet de la modernisation écologique : une partie du tout est substituée à une autre sans que le cadre ne soit affecté.

27 Afin de comprendre ce tour de passe-passe, il peut être utile de revenir aux réflexions sur les ajustements entre les cités inspirés des travaux de Boltanski et de Thévenot (1991). Qu'est-ce qui fait bouger les économistes classiques? Qu'est-ce qui leur parle? Quelles informations arrivent jusqu'à eux? Celles qui sont relatives à la rareté. Aussi quand la modernisation écologique se demande comment améliorer notre efficacité, elle intéresse les économistes classiques. Cette préoccupation ne garantit pas nécessairement un progrès social, car l'économie classique n'est pas concernée par le type de société qui lui permet de repousser

l'effet de plafond qui grippe le système. L'économiste classique et dominant, c'est-à-dire qui a bien intégré qu'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs, ne se préoccupe pas du type de société qui permet de faire de telles économies. Ce n'est pas de sa compétence : il laisse cela à d'autres. Que de telles performances soient réalisées sur le dos d'une armée de réserve ou non, ce n'est pas son affaire. Il en va de même de l'écologiste borné, c'est-à-dire strictement concerné par la réduction de son empreinte écologique sans considération sur la manière dont cette performance est atteinte. Cet écologiste peut très bien se satisfaire d'une démarche de modernisation écologique de type technologique et autoritaire. La modernisation écologique est constamment menacée par des arrangements bricolés entre deux approches sectorielles sans visée politique et perspectives élargies. Sans prétendre qu'il en est toujours ainsi, force est de constater que dans sa routinisation, elle tend dangereusement vers ce type de médiocrité.

Une stratégie de dépolitisation au service d'un processus de modernisation continu

- 28 C'est dans cet esprit qu'il faut entendre le deuxième reproche selon lequel la modernisation écologique procède d'un processus de dépolitisation (Rudolf, 2010; Krüger, 2013). La modernisation écologique opère une fermeture idéologique en ce qu'elle mise sur des stratégies qui ne rompent pas avec la « dynamique de l'Occident ». Le développement durable de plus en plus réduit à la croissance durable¹⁶, ainsi que le potentiel de transformation des technologies, forment l'horizon d'après lequel s'orientent les acteurs et les porteurs d'innovation. Cette orientation entretient l'idéologie du progrès. Elle fait miroiter un dépassement de la crise écologique sans rupture, sans changement. Elle neutralise les rapports sociaux et les forces sociales. Elle marginalise les quelques voix porteuses de changement réel. Il s'agit de la promotion d'un projet hégémonique, fondé sur une vision mystificatrice de la modernisation écologique. Cette promesse neutralise la formation d'alternatives consistantes, elle s'oppose à des expérimentations favorables à des projets non hégémoniques.
- 29 Plus fondamentalement, l'accueil réservé à ces différents programmes dépend des conceptions de l'action et de la transformation sociale de chacun. Pour les uns, la transformation sociale s'inscrit inexorablement dans l'affrontement entre des grands paradigmes et systèmes de production de la société alors que pour les autres elle s'effectue à partir de l'existant, c'est-à-dire de manière incrémentale. Cette tension à propos de la modernisation écologique dépasse ce cadre précis; elle est à l'œuvre dans un nombre considérable de travaux sociologiques consacrés à la modernité en général. Peter Wagner est un auteur qui en a rendu compte de manière très explicite à partir de la dialectique entre modernité libérale et modernité disciplinaire (1996). Quand ils s'interrogent sur la dynamique des sociétés qu'ils étudient, les sociologues hésitent toujours sur les formes d'encadrement de cette dernière. Les réponses oscillent, selon les représentations, entre le modèle de l'auto-organisation et le modèle de l'encadrement, en optant le plus souvent, dans la tradition de la politique selon Aristote, pour un entre-deux ou un juste milieu bien compris. La dépolitisation n'a pas le même sens dans la bouche des uns et des autres. Ce que les uns considèrent comme une régression et qu'ils dénoncent, représente pour les autres, la promotion d'une nouvelle culture politique et un progrès qu'il convient d'encourager. Selon ce dernier point de vue, l'adoption de la démarche pragmatique, qui consiste en la relocalisation des grands conflits de valeurs, profite à de nouvelles compétences d'acteurs et de nouvelles souplesses institutionnelles. Cette approche préconise l'insertion des projets dans des configurations d'acteurs, selon un esprit de négociation et non d'exclusion. L'imaginaire de la table ronde remplace celui de la table rase. Ces oppositions demeurent en dépit des efforts enregistrés par les protagonistes de la méthode pragmatique, dite de négociation et de culture de projet. Elles se voient même avivées par les retours d'expérience consécutifs à la diffusion des nouvelles formes de gouvernance et les désillusions qui s'expriment de plus en plus bruyamment. La rétrospective consacrée à la modernisation écologique en est une attestation exemplaire. Même en Allemagne, pays de la modernisation écologique, par excellence, et du compromis social, les promesses associées à cette nouvelle alliance sonnent de plus en plus faux. Pourquoi? Parce que la modernisation écologique n'est pas parvenue à améliorer l'état de l'environnement. Au niveau global, ce

dernier se dégrade inexorablement en même temps que les rapports sociaux et au niveau local, ce n'est guère mieux. Les inégalités sociales et écologiques n'ont pas disparu. Ce constat confère aux critiques, les moins disposées au compromis, un écho de plus en plus audible et tangible.

La résilience comme nouvel horizon d'action

30 Le dernier axe de critique important abordé lors de cette rétrospective concerne le rapport à la nature promue par la modernisation écologique. Comme cela a déjà été mentionné, l'alliance entre économie et écologie est entravée par l'inexistence d'une cité écologique bien constituée comme la cité marchande. Selon Laurent Thévenot et Claudette Lafaye (1993), mais également Bruno Latour (1995) et Laurent Mermet (2007) qui se sont greffés à cette discussion, l'écologie n'existe pas encore à l'état de cité¹⁷ en raison de l'incertitude qui règne sur la grandeur qui serait à même de qualifier les rapports entre humains et entre humains et non humains au sein d'une telle cité. L'écologie semble vouée par conséquent à occuper un statut un peu singulier en raison de son caractère transversal¹⁸. Il s'ensuit que l'écologie est susceptible de trouver des traductions dans différentes cités, sans jamais parvenir à se déployer totalement. En l'état, l'écologie ne peut former système. Est-ce une bonne ou mauvaise nouvelle? On peut discuter longuement de ce particularisme. La sociologie de Luhmann apportait déjà une contribution majeure à ce constat et à la réflexion qui s'ensuit (cf. l'ensemble de l'œuvre de Luhmann; Rudolf, 1998; 2005). Cette propriété diffuse présente peut-être des avantages, dont celui de pouvoir influencer l'ensemble des systèmes de la société, de pouvoir s'ajuster à chacun d'eux, souplesse dont la modernité écologique témoigne de manière assez exemplaire. L'instrumentalisation de l'écologie par les systèmes bien établis dans la société en est la contrepartie. Les traductions opérées procèdent des différents filtres propres à chacun d'eux (filtre propre à la cité commerçante, industrielle, de renom, etc.). C'est bien un des problèmes de fond de la modernisation écologique à savoir qu'elle relève davantage d'une traduction de l'écologie dans la cité marchande que d'un effort d'hybridation des deux cités, voire avec les autres cités. L'écologie se voit instrumentée par la logique marchande ainsi qu'en témoignent les commentaires précédents à propos des déceptions et désillusions de la modernisation écologique. À cet égard, il est sans doute usurpé de parler d'alliance entre économie et écologie à propos de la modernisation écologique.

31 L'instrumentalisation de l'écologie par la modernisation écologique est attestée, enfin, par le rapport à la nature qu'elle entretient. Non seulement, ce programme ne rompt pas avec l'utilitarisme propre aux Modernes - principe qui autorise à la consommation, voire à l'exploitation de la nature -, mais il s'accorde parfaitement avec les nouvelles attentes investies dans les écosystèmes. Les qualités requises de ces derniers sont fortement inspirées de la résilience. Plutôt que de raisonner à partir d'écosystèmes existants, voire hérités du passé, le discours dominant invite à raisonner à partir de systèmes résilients, c'est-à-dire de systèmes susceptibles d'encaisser des coûts et des chocs. À l'instar des systèmes sociaux, des territoires, des institutions et des personnes, les bons écosystèmes sont ceux qui rebondissent et s'adaptent. Plutôt que d'adopter une posture de précaution par rapport au consumérisme propre aux sociétés industrielles développées, le principe de résilience communique sur le thème de la flexibilité écologique, dont il fait l'éloge. Les recherches consacrées au stress des écosystèmes trahissent ces intérêts. Il s'agit de réfléchir aux moyens d'exploiter au mieux les écosystèmes sans faire les frais d'effondrements trop massifs et risqués. Le progrès peut procéder de la substitution d'un écosystème à un autre en situation de stress. Cette évolution, inscrite dans le vocabulaire, atteste de ce que le naturalisme n'échappe pas au processus de modernisation. La nature peut se reconfigurer de manière à ne plus faire obstacle aux dynamiques sociales et plus particulièrement économiques. La rupture avec une conception moderne de la nature assure une flexibilité à la nature qui autorise toutes sortes de déplacements, dont celui selon lequel les crises écologiques sont devenues les principaux leviers de la modernisation. Les concepts de variation, sélection, d'adaptation et d'évolution, communs aux sciences de la nature, ainsi que ceux de services écologiques, rencontrent les concepts de crise, créativité, destruction créatrice, familiers aux économistes. Ces concepts se répondent aisément les uns aux autres et

rappellent que l'écologie est aussi une science comptable. Adaptation, flexibilité et résilience sont les nouveaux mots consacrés pour désigner les qualités d'un système, culturel, social et naturel. Selon cette logique, et pour peu qu'on la pousse dans ses retranchements, les crises écologiques se verraient érigées en opportunités du point de vue des innovations techniques et de la relance économique. Elles gagneraient, pour le dire en d'autres termes, le statut de nouvelles infrastructures de l'économie capitaliste. Cette appréhension sociale de la crise écologique signale une radicalisation de la modernité, au sens d'une libération des contraintes héritées.

Conclusion

32 La modernisation écologique est un grand programme d'adaptation aux risques engendrés par la modernité tardive, conçu et appliqué en réponse à la société du risque. Il vise la réduction des risques engendrés par des effets de capture dus à un déficit de réflexivité de la modernité et ouvre la voie, par conséquent, à des politiques de réduction de l'empreinte écologique des sociétés industrialisées et post-industrialisées. Les trois grands axes structurants de la modernisation écologique sont aussi ceux qui focalisent ses principales critiques. Elle séduit ou irrite par le programme de réconciliation entre économie et écologie qu'elle avance. À l'époque¹⁹, on parlait volontiers de « faire rimer l'écologie avec l'économie ». Elle enthousiasme ou agace en raison de son attrait pour de nouvelles formes d'exercices de la politique. Son rapport à la nature, enfin, fascine ou désespère. Les doutes et les critiques, formulés à son encontre, convergent en une mise en garde principale, à savoir que sous couvert de compromis et de synergies la modernisation écologique œuvre à l'instauration d'un climat de dépolitisation qui assure l'inscription des dynamiques sociales dans une certaine continuité. De manière plus radicale encore, il s'avère que la politisation ne sert même plus de garde-fou contre la récupération. Les retours d'expérience de la modernisation écologique font état d'un nombre non négligeable d'effets de seuil et de capture. Les échecs relatifs des politiques de réduction des risques (cf. les résultats mitigés des politiques de réduction des gaz à effet de serre) dégagent un terrain pour un nouveau type de programme, inspiré de la notion de résilience. Cette dernière invite à intervenir en aval des risques, c'est-à-dire sur le terrain des vulnérabilités sous toutes leurs formes. L'engouement actuel pour la résilience et les politiques d'adaptation, inventées pour faire face aux risques globaux de la modernité avancée, interroge quant à ses capacités à infléchir significativement la pente entamée par la modernité avancée. C'est le constat qu'on peut faire des tentatives de politisation du changement climatique. À mesure que le changement climatique mobilise différents acteurs, les gains anticipés dans ce nouvel eldorado gagnent du terrain ainsi qu'en témoignent les options technologiques qui se profilent en réponse à ce nouveau risque. De menace planétaire, le changement climatique se transforme en nouvelle opportunité du développement technologique et économique. Les réserves formulées à l'encontre la modernisation écologique et les craintes justifiées par ce que la résilience fait d'ores et déjà subir à l'idée de nature invitent à entreprendre un grand chantier sur les nouvelles modalités de changement qui s'offrent à la société planétaire d'aujourd'hui.

Remerciements

33 Cet article doit beaucoup aux discussions avec Philippe Boudes et Didier Taverne. Ces dernières ont permis de le faire évoluer significativement. L'ensemble du contenu et de la démonstration n'engagent cependant que son auteur, Florence Rudolf.

Bibliographie

- Beck, U., 2001, *La société du risque*, Paris : Aubier.
- Boltanski, L. et L. Chiapello, 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard.
- Boltanski, L., Thévenot L., 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris, Gallimard.
- Brüggemeier, F.-J. et J. I. Engels (Eds), 2005, *Natur- und Umweltschutz nach 1945. Konzepte, Konflikte, Kompetenz*, Frankfurt a. M. : Campus.

- Buttel, F., 2000, «Reflections on the potentials of ecological modernization as a social theory», *Natures, Sciences, Sociétés*, 8, 1, pp. 5-12.
- Callon M., P. Lascoumes et Y. Barthe, 2001, *Agir dans un monde incertain, Essai sur la démocratie technique*, Paris, Seuil, 357 p.
- Charles L., Lange H., Kalaora B., Rudolf F. (éds.), 2014, *Environnement et sciences sociales en France et en Allemagne*, Paris: L'Harmattan, Collection Sociologie et environnement (sous presse).
- Engels, J.-I., 2006, *Naturpolitik in der Bundesrepublik. Ideenwelt und politische Verhaltensstile in Naturschutz und Umweltbewegung 1950-1980*, Paderborn : Schöning (Habilitationsschrift)
- Fabiani, J.-L. et J. Theys (dir.), 1987, *La société vulnérable*, Paris, Presse de l'Ecole Normale Supérieure, Paris, 674 p.
- Fisher D.R. et W.R. Freudenburg, 2001, « Ecological modernization and its critics: Assessing the past and looking toward the future», *Society and natural resources*, 14, pp. 701-709
- Gendron, C., 2007, *Le développement durable comme compromis. La modernisation écologique à l'ère de la mondialisation*, Montréal, Presses Universitaires du Québec, 278p.
- Gendron, C. et J.-G. Vaillancourt (dir.), 2007, *Environnement et sciences sociales. Les défis de l'interdisciplinarité*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 429 p.
- Giddens, A., 1994 (1^{ère} édition 1991), *Les conséquences de la modernité*, Paris : L'Harmattan.
- Goulson, A. et J. Murphy, 1997, « Ecological Modernization : Restructuring Industrial Economies », Jacobs M. (edited by), *Greening the Millenium. The New Politics of the Environment*, Oxford: Blackwell Publishers : pp. 74-86.
- Hajer, M., 1996, « Ecological modernization as cultural politics », Lash S., Szerszynski B., Wynne B. (eds.), *Risk, Environment and Modernity: Towards a new Ecology*, London : Sage Publications, pp. 246-268.
- Hajer, M., 2003, « Policy without polity ? Policy analysis and the institutional void », *Policy Sciences* 36, pp. 175-195.
- Harvey, D., 1999, « The environment of justice », Fischer F., Hajer M. (éds.), *Living with nature. Environment politics and culture*, Oxford University Press, pp. 153-185.
- Huber, J., « Les innovations technologiques environnementales comme voie vers la soutenabilité », Lionel C., Lange H., Kalaora B., Rudolf F. (éds.), 2014, *Environnement et sciences sociales en France et en Allemagne*, Paris: L'Harmattan, Collection Sociologie et Environnement: pp. 147-164, (sous presse).
- Jänicke, M., H. Monch, T. Ranneberg et U.E. Simonis, 1989, « Economic Structure and Environmental Impacts : East West Comparisons », *The Environmentalist*, Vol 9., Part 3. 171-182
- Krüger, T., 2013, « Die Strategien und Grenzen des Hegemonieprojekts des ökologischen Modernisierung », Manuskript zum Vortrag „Die Strategien und Grenzen des Hegemonieprojekts der ökologischen Modernisierung“, Tagung an der Universität Freiburg: Leben wir in einer ökologisch modernisierten Gesellschaft?“
- Lafaye, C. et L. Thévenot, 1993, « Une justification écologique? Conflits dans l'aménagement de la nature », *Revue Française de Sociologie*, Volume XXXIV : 495-524.
- Latour, B., 1995, « Moderniser ou écologiser? A la recherche de la 7^e cité? », *Écologie Politique*, N° 13 : 5-27.
- Luhmann, N., 1991, *Soziologie des Risikos*, Berlin, de Gruyter, 1991, 252 p.
- Luhmann, N., 1992, *Beobachtungen der Moderne*, Braunschweig : Westdeutscher Verlag.
- Luhmann, N., 1996, « Gefahr oder Risiko, Solidarität oder Konflikt », Koenigswieser, Luhmann N., 1997, *Die Gesellschaft der Gesellschaft*, Frankfurt am Main : Suhrkamp Verlag.
- Roswita, Roswita Königswieser, M. Haller et P. Maas (Eds.), 1996, *Risiko-Dialog : Zukunft ohne Harmonieformel*, Köln, pp. 38 - 46.
- Mermet, L., 2007, RES 8 – La cité écologique : droit de cité pour la nature et les environnementalistes, Recherches Exposées en Ligne REEL-RGTE
- Mol A.P.J. et G. Spaargaren, 1993, Environment, modernity and the risk society: The apocalyptic horizon of environmental reform, *International Sociology*, 8, pp. 431-459
- Mol A.P.J., G. Spaargaren, 2000, Ecological modernization theory in debate: A review, *14th World Congress of Sociology*, Montréal, 24p.

- Mol, A.P.J., 1997, Ecological modernization: Industrial transformations and environmental reform, in M. Redclift, Woodgate G., *International handbook of environmental sociology*, London, E. Elgar, pp. 138-149
- Rudolf, F. et M. Di Nardo, 2014, « La société vulnérable. Évaluer et maîtriser les risques. Un projet ambitieux de recherche interdisciplinaire avant la lettre? », Barré R., Lavoux T., Piveteau V. (éds.), *Trop tôt, trop tard, un demi-siècle d'environnement et de développement durable : entre sciences, politique et prospective (Hommage à Jacques Theys)*, Paris : Éditions QUAE, collection Indisciplines (sous presse).
- Rudolf, F., 2007, *La modernité à l'épreuve du développement*, Tapuscrit d'Habilitation à Diriger des Recherches en Sociologie, Strasbourg : Université Marc Bloch.
- Rudolf, F., 2010, « Les formes de conflictualités associées à la société du risque », Klinger M., Schehr S. (dir.), *Lectures du conflit*, Strasbourg : Néothèque, 279-292.
- Rudolf, F., 1998, *L'environnement, une construction sociale*, Strasbourg : Presses Universitaires de Strasbourg (épuisé).
- Spaargaren, G., MOL A. P. J., 1992, Sociology, environment, and modernity: Ecological modernization theory of social change, *Society and Natural Resources*, 5: 323-344.
- Smith, A. et F. Kern, 2007, "The transitions discourses in the ecological modernisation of the Netherlands", *SPRU Electronic Working Paper Series*, 23p., [En ligne] URL : <http://www/sussex.ac.uk/spru/documents/sewp160.pdf> [consulté en janvier 2009]
- Wagner, P., 1996, *Liberté et discipline: les deux crises de la modernité*, Paris: Métailié, 326 p.

Notes

- 1 Que ces derniers soient davantage attribués à des situations ou à des structures importe peu pour l'instant.
- 2 C'est un des intérêts du recours à des métaphores que les auteurs du colloque de Cerisy *L'auto-organisation de la physique au politique* (1982) avaient déjà mis en évidence en leur temps.
- 3 Cela n'a pas empêché certains disciples de Luhmann, doctorants en particulier de relever le défi en tentant de formuler des traductions pratiques à une théorie particulièrement abstraite.
- 4 Les principales ressources dont nous disposons pour procéder à cet exercice de réflexivité sont les travaux que nous avons consacrés à l'écologisation de la société par le passé (Rudolf, 1998; 2008) associés aux travaux récents que nous menons sur les partenaires des Plans Climat Energie Territoriaux (PCET) en Alsace dans le cadre du projet de recherche « SECIF », financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR). À ces ressources de première main viennent les publications qui permettent de cerner les avantages et les limites de la modernisation écologique, trente ans après son invention que nous confrontons à la rétrospective sur la modernisation écologique à laquelle des historiens et des sociologues de l'environnement se sont livrés en ce début d'année 2013 à Fribourg en Brisgau.
- 5 Doit-on déjà parler d'adaptativité / d'adaptation?
- 6 Nous avons longuement discuté et commenté dans notre document de HDR ainsi que dans des publications qui sont parues depuis (Rudolf, 2010), la différence entre des controverses stériles et fécondes selon cet auteur. Les controverses fécondes font preuve de l'aptitude à sortir de cercles vicieux pour entrer dans des cercles vertueux, en faisant appel notamment à des résolutions pragmatiques, c'est-à-dire en « croquant dans la pomme de la discorde » ou en relocalisant le différend.
- 7 On assiste à un quasi renversement du point de vue caractéristique des Écologistes des années 70 à mesure que la modernisation écologique diffuse dans les mentalités.
- 8 Cette analyse est plus que jamais d'actualité, dans le contexte de la crise économique actuelle. Certains économistes, dont les économistes atterrés (www.atterres.org consulté le 17.02.2014), se sont distingués par rapport à la ritournelle de l'austérité en défendant la piste de nouveaux investissements et par conséquent de nouveaux endettements, susceptibles de relancer l'économie mondiale.
- 9 Timmo Krüger est doctorant au Helmholtz-Zentrum für Umweltforschung à Leipzig, sous la direction du professeur Christoph Görg. Sa communication s'intitulait : « Die Strategien und Grenzen des Hegemonieprojekts des ökologischen Modernisierung »,
- 10 Dans le vocabulaire révolutionnaire, ce serait davantage la vision de la révolution permanente que du grand soir qui la caractériserait.
- 11 J'emprunte cette image à Niklas Luhmann.
- 12 Cette expression fait écho à la désignation « diagramme de progrès », utilisée par des bureaux d'étude spécialisés comme Intramuros dans l'accompagnement de l'agenda 21 de Dunkerque notamment. Il

s'agit d'outils qui permettent de suivre les progrès enregistrés par une organisation ou un territoire en matière de changement afin d'identifier les freins rencontrés et de tenter de les dépasser.

13 Enquête qui s'inscrit dans l'ANR SECIF (2010-2014) effectuée auprès d'une vingtaine de partenaires des PCET volontaires en Alsace. Résultats en cours d'analyse.

14 « Interessant Indien mag nicht die Idee die CO2 zu mindern dagegen die Effizienz steigern gefällt ihr gut! Die Idee der ökologische Modernisierung sehr Fortschrittsglauben. Auch in Länder wie China kann man sehen dass die ökologische Modernisierung kommt... Die ökologische Modernisierung heißt stärker sein! », Propos relevés pendant le séminaire de février 2013.

15 Adler F., Schachtschneider U., 2010, *Green New Deal, Suffizienz oder Ökosozialisme ? Konzepte für gesellschaftliche Wege aus der Ökokrise*, München : oekom verlag (ISBN978-3-86581-213-1), 324 pages.

16 Lors de la conférence des Nations Unies à Rio en 2012 consacrée au développement durable, c'est l'économie verte qui structurait les cadres des discussions. C'est la manifestation concrète d'un glissement de préoccupations entre Rio 1992 et Rio 2012. La première conférence avançait encore sur les trois piliers du développement durable.

17 Dans les termes de Niklas Luhmann, on dirait que l'environnement ne peut pas faire système.

18 Cette situation est comparable toute proportion gardée à la position de la cité civique dans le système des cités de Boltanski et Thévenot, dont le fondement est ancré dans la notion d'intérêt général.

19 Au plus tard, en 1988, soit lors de mon année de formation à l'Institut Eco-Conseil de Strasbourg.

Pour citer cet article

Référence électronique

Florence Rudolf, « De la modernisation écologique à la résilience : un réformisme de plus? », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Volume 13 Numéro 3 | décembre 2013, mis en ligne le 30 décembre 2013, consulté le 01 octobre 2014. URL : <http://vertigo.revues.org/14558> ; DOI : 10.4000/vertigo.14558

À propos de l'auteur

Florence Rudolf

Professeure des universités, Institut national des sciences appliquées- Strasbourg (INSA), 24 Bld de la Victoire 67084, Strasbourg Cedex, France, Courriel : florence.rudolf@insa-strasbourg.fr

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

Résumés

La modernisation écologique, inventée dans les années 80 comme une réponse à la crise écologique, peut-elle être considérée comme un programme précurseur de la résilience? Si l'on considère qu'il s'agit d'une stratégie d'adaptation de nos modes de vie à des défis environnementaux, avant que le concept d'adaptation ne fasse florès, la proposition se tient. Selon cette perspective, nous proposons d'observer et d'étudier la modernisation écologique à l'œuvre, c'est-à-dire dans les pays d'Europe du Nord où elle a été réellement pensée et expérimentée. La modernisation écologique s'est construite autour du pari de l'alliance entre écologie et économie. Elle a principalement misé sur des innovations scientifiques et techniques pour faire face à la crise et en venir à bout. Ce programme, dont on peut dire qu'il a été en partie accompli, montre cependant des limites, dont des sous-estimations quant aux effets non intentionnels de certaines des solutions avancées à l'époque. Nous pensons à l'effet rebond par exemple. Si ce dernier, actuellement bien documenté, permet de s'interroger sur

des pratiques d'optimisation de systèmes à bout de souffle et en bout de course, il permet la formulation de critiques plus substantielles à l'égard du programme de la modernisation écologique, dont celle d'avoir entretenu l'illusion d'un consensus sur la crise écologique et sur notre époque. Illusion qui n'a pas permis de s'engager activement dans un changement de paradigme. Ces interrogations se reportent sur le concept de résilience. L'engouement pour ce dernier ne risque-t-il pas d'entretenir une nouvelle vague d'illusion quant à la capacité de réforme de notre système économique et social? Les réflexions auxquels se livrent nos confrères allemands en histoire et en sociologie de l'environnement peuvent valoir sinon d'alerte, en tout cas de mise en garde par rapport à des innovations qui n'en portent que le nom. La résilience annonce-t-elle réellement un programme de substitution ou fait-elle illusion à son tour? C'est ce dont nous discuterons une fois la dynamique de modernisation écologique précisée.

The ecological modernization, invented in the 80's as a response to the ecological crisis, can it be considered as a refiguration of a resiliency's program? This proposition is grounded on the argument that the ecological modernization follows an adaptation's strategy of our lifestyles to ecological constraints. Following this proposition we study the ecological modernization as it has been conceived in the 80's and as it is observed nowadays on the base of the feedback from countries and regions that have tried this program. The ecological modernization is built on a new alliance between economy and ecology and on a new conception of public policy. This alliance is grounded on the challenge that technological and scientific innovations will help to face the ecological crisis. This program that has been experimented in the northern European countries since ten to twenty years shows some limits as for example maintaining the illusion of a consensus on the ecological crisis. This illusion did not actively help in a change of paradigm. Does the success of resilience open a new wave of illusion concerning our capacity to reform our social and economic system? The reflections engaged by our German colleagues in the history and sociology of environment sounds like a warning? Does resilience really announce a substitution program or does it make illusion in her turn? It is what we shall once discuss in this paper.

Entrées d'index

Mots-clés : modernisation écologique, modernité avancée, résilience, cité marchande, cité écologique, gouvernance, réformisme

Keywords : ecological modernization, advanced modernity, resilience, governance, market polity, ecological polity